

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 203 18 septembre 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Panique financière et boursière, récession, crise globalisée de la mondialisation

Le rachat de l'assureur AIG par l'Etat américain n'aura pas suffi : mercredi, pour le troisième jour consécutif, le débâcle boursière se poursuivait de plus belle.

L'intervention « sélective » de l'Etat US, qui avait choisi dimanche de laisser plonger Lehman-Brothers, et de « sauver » AIG mardi, après avoir précédemment « sauvé » Fannie Mae, Freddie Mac et Bear Stearns, voudrait faire croire que l'Etat a pris les choses en main, qu'il maîtrise un tant soit peu la situation. Les 85 milliards n'ont pas suffi à « rassurer » les marchés.

Car la liste des groupes financiers internationaux qui sont au bord de la faillite n'est pas close. Et c'est l'annonce du rachat en urgence de la banque écossaise HBOS par la Lloyds anglaise qui a, de nouveau, mis le feu aux poudres.

Contrairement à ce que l'on peut entendre, la crise actuelle ne trouve pas son origine dans le seul secteur financier américain, elle n'est pas un simple prolongement, qui n'en finirait pas, de la crise des subprimes. Elle touche l'ensemble de la finance internationale, parce que les banques, compagnies d'assurances et autres institutions financières sont liées, par-dessus les frontières, par une multitude de participations croisées. Et elle ne se résoudra pas par plus de « régulation ».

Elle ne se limite pas au secteur financier. Des spécialistes de l'économie sont venus nous expliquer que « *l'économie réelle* » était saine, que les « *fondamentaux* » étaient bons, et que s'il y avait ralentissement de l'économie, c'était une simple conséquence de la crise financière et des hausses du prix du pétrole et des matières premières...

En réalité, ce nouveau développement de la crise est la conséquence du ralentissement de « *l'économie réelle* », une économie mondiale à bout de souffle qui ne produit plus assez de profits pour satisfaire les appétits des masses de capitaux en quête de « rendement ».

Si elle est partie du cœur même du système économique international, les Etats-Unis, elle est devenue planétaire. Elle menace d'effondrement, à travers les liens et les nouveaux rapports financiers et économiques qui se sont établis au cours des dernières années, l'ensemble de l'économie mondiale, dans tous ses secteurs : elle est l'aboutissement de la globalisation de l'économie et des différentes crises de la dernière décennie.

En 1997 éclatait la crise de ce que l'on appelait les « Tigres » et les « Dragons » asiatiques (Corée du Sud, Thaïlande, Taïwan, Indonésie...). Ces pays avaient connu, grâce à l'afflux de capitaux venus du Japon et des autres pays industriels à la recherche d'une main d'œuvre bon marché à exploiter, une vingtaine d'années de croissance industrielle forte. La course aux investissements était d'autant plus intense et spéculative que les profits dégagés étaient importants. Jusqu'au moment où le « miracle asiatique » s'enraya, provoquant l'effondrement économique de ces pays et la fuite des capitaux étrangers vers d'autres lieux...

Le secteur des « nouvelles technologies », par les perspectives importantes de développement qu'il

représentait et les taux de profit qu'il assurait, offrit alors une nouvelle possibilité d'expansion au capitalisme. Pendant quelques années, ce secteur fera l'objet d'investissements massifs, soutenus par une spéculation boursière intense. Jusqu'à l'explosion de la bulle, début 2001 : le développement des capacités de production dépassait de loin les besoins du marché solvable, les profits s'effondrèrent, entraînant des « réajustements » qui jetèrent à la rue des centaines de milliers de travailleurs, dans le monde entier. L'afflux massifs des capitaux chassés d'Asie par la crise, et la spéculation qui l'accompagnait, avaient asséché les perspectives de profits en moins de trois ans.

Les immenses territoires, la masse inépuisable de main d'œuvre et les perspectives de marchés nouveaux que représentaient la Russie, la Chine et les autres pays « émergents » sont alors venus offrir au capitalisme une nouvelle ouverture. L'industrialisation à marche forcée de ces pays, particulièrement de la Chine, a tiré la croissance internationale, assurant des profits dont la source paraissait interassable.

Tandis que la globalisation de l'économie capitaliste franchissait une nouvelle étape, ces profits ont alimenté pendant quelques années le casino financier à un niveau jamais atteint. Cette nouvelle étape de la globalisation est en train de s'achever dans une nouvelle récession, une crise globalisée qui indique que les possibilités de développement du capitalisme international permis par l'intégration de la Russie et des pays dits émergents à l'économie et au marché mondial, arrivent à saturation.

La crise « asiatique » de 1997 était restée cantonnée aux « tigres » et aux « dragons » asiatiques ; celle des nouvelles technologies, bien que mondiale, était restée limitée à un seul secteur. Cette fois, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui est touchée, à commencer par la première puissance mondiale, les Etats-Unis, et avec eux les pays européens. La globalisation de l'économie a globalisé la crise.

C'est la fin ce que les économistes officiels appelaient, non sans cynisme, la « *mondialisation heureuse* ». Heureuse pour la minorité de parasites qui en a tiré des profits fabuleux, nourris par le recul global des conditions de vies des classes laborieuses du monde entier dont les plus pauvres sont décimées par les maladies et la famine, soutenus par le développement d'un état de guerre permanent et aux prix d'une crise écologique qui remet en cause la vie même de la planète.

En fait, cette phase de surchauffe préparait la crise globale qui s'étend aujourd'hui.

Les faillites bancaires, le krach viennent remettre en cause ce « bonheur » de la haute bourgeoisie internationale. Elle n'en rend que plus acharnée la bataille que se livrent les groupes industriels et financiers pour s'accaparer les profits qui restent à glaner.

C'est ainsi que l'on assiste à des concentrations à grande échelle, où tous les coups sont permis. Lehman-Brothers, à peine en faillite, est rachetée par la banque britannique Barclays au prix bradé de 1,9 milliards ; après avoir racheté Merry Linch, le PDG de Bank of America se félicite que ce rachat lui a fait gagner dix ans de développement... Les mêmes phénomènes se produisent dans l'industrie.

Pour protéger la finance contre ses propres difficultés, le rôle des Etats ne cesse de croître. Sous couvert de régulation, leur politique évolue pour se confondre de plus en plus avec celle des groupes financiers. C'est ce qui est en germe dans la politique menée par les banques centrales depuis le début de la crise, en particulier la FED, qui joue désormais le rôle d'investisseur public. C'est ce qui est contenu aussi dans l'existence et l'intervention des « fonds souverains », réserves financières constituées de ressources publiques qui permettent aux Etats qui en disposent d'investir dans l'industrie et la finance.

Etats et patronat poursuivent de plus belle leur politique de classe, qui consiste à faire porter sur l'immense majorité de la population le coût de la crise et du maintien des profits.

Conséquence immédiate dramatique de la faillite de Lehman-Brothers, on a pu voir à la télévision les milliers de travailleurs du groupe, de tout niveau hiérarchique, qui ramassaient leurs affaires et se préparaient au chômage, sans espoir de trouver un travail dans un secteur de plus en plus sinistré. La poursuite de la crise entraînera inévitablement de nouveaux licenciements massifs, comme ceux annoncés dans l'automobile et bien d'autres secteurs.

Chômage, baisse du pouvoir d'achat consécutive à la stagnation, voire à la baisse des revenus, à la hausse des prix et au renchérissement du crédit, la crise a des effets ravageurs sur les populations et les travailleurs. Les réponses des bourgeoisies et des Etats ne peuvent que les aggraver.

La politique des banques centrales, qui consiste, sous prétexte de « restaurer la confiance », à remettre jour après jours, des milliards et des milliards d'argent frais dans la machine spéculative, reviennent à faire prendre en charge par les caisses publiques les pertes des financiers privés.

Certes la crainte du chômage fait pression, rend plus difficiles les mobilisations. Mais pour une part de plus en plus importante de la population, touchée par les reculs sociaux et révoltée par le cynisme des politiques menées par les gouvernements et leurs donneurs d'ordre, les financiers, la question politique centrale devient celle de la réponse à cette crise globalisée et aux attaques qui l'accompagnent.

Cela n'en rend que plus urgent le regroupement autour d'une politique de défense des intérêts et des droits des travailleurs et de la population, sur tous les terrains.

Une politique qui mette en avant l'urgence sociale et démocratique, la satisfaction des besoins des travailleurs et des classes populaires et qui pose la question du pouvoir : qui décide de l'utilisation des richesses créées par le travail ? Qui peut mettre fin à la gabegie insupportable, à la spirale sans fin dans laquelle on voit tous les jours des centaines de milliards partir en fumée tandis que la situation économique, sociale, démocratique, écologique ne cesse de se dégrader ?

L'alternative est posée pour toute la population : ou la poursuite de la fuite en avant au nom des intérêts d'une classe parasitaire, ou l'intervention consciente et concertée des travailleurs pour conquérir la démocratie, le pouvoir de contrôler la marche de la société, le socialisme.

Eric Lemel

[Retour au sommaire](#)

Si débatmilitant** te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**